

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Organisation de séjours à destination de familles monoparentales - Convention de
partenariat entre la Ville et l'association 3MTKD - Attribution de subvention -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Montpellier est une ville solidaire et porte de multiples actions et partenariats permettant la réduction des inégalités et le développement d'actions dédiées aux publics vulnérables.

Les familles mono parentales connaissent une situation précaire tant sur le plan financier (taux de pauvreté de 38%) que social (isolement, charge mentale). A Montpellier, 17 000 foyers sont monoparentaux selon les données de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), constitués très majoritairement de femmes seules avec enfants. Ce public constitue une cible prioritaire pour mener des actions de cohésion sociale et de soutien pour favoriser l'égalité des chances pour ces femmes seules en matière d'accès au logement, au travail ou encore pour garantir les meilleures conditions pour les enfants qui grandissent dans ces foyers (accès aux loisirs, soutien à la scolarité, parentalité).

A l'occasion du Conseil municipal de juin, un plan d'actions globales, dédiées à ces familles, fera l'objet d'une présentation. Sans attendre, il est proposé l'adoption d'une convention de partenariat dont l'objectif est de proposer des week-ends de répit aux familles monoparentales.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'association Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo (3MTKD), 6 week-ends seront organisés, permettant à une centaine de mères seules de passer deux jours dans la base de loisirs Poséidon. Ces week-ends permettront à ces parents isolés de bénéficier d'activités avec leurs enfants, dans un cadre exceptionnel, mais aussi de pouvoir bénéficier de temps et activités propres, pendant que leurs enfants seront accompagnés par des professionnels.

La Ville de Montpellier initie ce dispositif dans une logique expérimentale afin de mieux répondre aux besoins de ces publics, souvent invisibles et insuffisamment pris en compte par l'ensemble des politiques publiques. Les femmes concernées participeront à la construction de séjours adaptés à leurs besoins mais aussi à leur évaluation au fur et à mesure des week-ends. C'est aussi un objectif de mixité sociale qui est poursuivi car les difficultés évoquées (isolement, parentalité, charge mentale) ne concernent pas que les familles monoparentales en situation de précarité.

Les familles qui bénéficieront de ces séjours de répit bénéficieront d'une tarification adaptée en fonction de leur quotient familial. Cette tarification est la suivante :

- Pour les familles monoparentales avec RSA et pour les publics en très grande difficulté : 5 € par personne pour 2 jours ;
- $QF \leq 750$ € : 10 € par personne pour 2 jours ;
- $750 \text{ €} \leq QF \leq 900$ € : 15 € par personne pour 2 jours ;
- $900 \text{ €} \leq QF \leq 1200$ € : 20 € par personne pour 2 jours ;
- ≥ 1200 € : 25 € par personne pour 2 nuits.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier apportera la subvention suivante :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Soutien aux familles monoparentales organisation de séjours de répit			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD	00005155	Projet : week-ends de répit femmes monoparentales	35 280 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association 3MTKD relative au déploiement de séjours de répit pour les familles monoparentales ;
- D'approuver la proposition de tarification sociale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 265545_projet convention 3mtkd 2024 3.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265043-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Nom de la structure: Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo
Nature de la subvention : Fonctionnement
Intitulé du projet : Organisation de séjours de répit pour les familles monoparentales
Montant attribué : 35 280 €
Thématique : Lutte contre les discriminations

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PROJETS COMMUNS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION 3MTKD

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu de la délibération du.

Et :

La structure bénéficiaire Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo (3MTKD) représentée par Monsieur Karim Belhacene, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule:

La situation des familles mono parentales sur le territoire de Montpellier (elles sont presque 15 000 familles) constitue un enjeu majeur pour la Ville. Souvent des femmes seules avec enfants, les familles mono parentales connaissent des conditions de vie compliquées en lien notamment avec leur situation financière (taux de pauvreté de 37%) ou encore l'isolement, l'éducation des enfants et la parentalité, l'insertion professionnelle.

En lien avec ses ambitions sociales, la Ville de Montpellier souhaite pouvoir développer des actions dédiées à ces familles pour mieux répondre à leurs besoins, les accompagner et permettre aux enfants de ces familles de bénéficier d'un cadre de vie le plus épanouissant possible.

L'association 3MTKD est une structure qui développe, sur le territoire de la Ville et de la Métropole, des actions sportives, culturelles et sociales pour les habitants, et contribue à la cohésion sociale en œuvrant pour les publics vulnérables. L'association 3MTKD constitue un partenaire important de la Ville de Montpellier et développe des actions en étroite collaboration avec les services de la ville, dans une logique de développement social, de dynamisation des quartiers, et de cohésion sociale. De nombreuses actions portées par l'association sont développées en lien avec le réseau des maisons pour tous.

L'association s'est vu confier depuis avril 2022, par la CAF de l'Hérault, la gestion de la base de loisirs « Poséidon ». Ce site offre une possibilité d'hébergement et d'activités dans un cadre naturel et proche de la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier, l'association 3mtkd et la CAF de l'Hérault souhaitent que ce site exceptionnel puisse être valorisé au profit des Montpelliérains et plus particulièrement des familles mono parentales, identifiées comme un public prioritaire.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention porte pour objectif de formaliser le partenariat visant à expérimenter l'organisation de séjours de répit pour les familles monoparentales.

Ce partenariat permettra :

- L'organisation de week-end de répit pour les familles monoparentales montpelliéraines au sein de la base de loisir « Poséidon ». Pour l'année 2024, il est convenu d'organiser à titre expérimental 6 week-end. Chaque week-end permettra d'accueillir une quinzaine de famille monoparentales.

Au total, la ville et l'association 3mtkd pourront accueillir une centaine de familles, identifiées en lien avec la CAF de l'Hérault et les partenaires du territoire, qui bénéficieront d'activités permettant de renforcer les liens parent/enfants. Ces week-end sont aussi une occasion de proposer aux familles monoparentales des moments de répit, la prise en charge du quotidien générant une charge mentale importante pour ces parents.

Enfin, l'objectif porté par la Ville est aussi d'accompagner ces familles monoparentales, souvent des femmes, dans l'expression de leur besoin, recueillir leurs attentes pour mieux y répondre dans l'organisation et les projets portés par les services de la Ville.

La communication auprès des familles concernant ce dispositif sera assuré par la Ville de Montpellier, qui prendra aussi en charge les inscriptions. La communication valorisera le partenariat avec l'association 3MTKD ainsi que la CAF de l'Hérault.

L'association 3MTKD sera responsable de l'organisation des week end du samedi matin au dimanche soir (transport inclus).

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal, les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

La ville de Montpellier prévoit donc de verser une subvention d'un montant de 35 280 € pour l'année 2024.

- Subvention pour le projet d'organisation de 6 week end dédiés aux familles monoparentales montpelliéraines : 5880 euros TTC par week end soit 35 280 € pour les 6 week end.

Le montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.A

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois :

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1), de la Charte de Laïcité approuvée et signée (Pièce n°2) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°3).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°4 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°5 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°6 : Un rapport final de réalisation du projet comprenant un compte rendu financier des dépenses et des recettes affectées au projet;
- ☐ Pièce n°7 : Un tableau récapitulatif de l'ensemble des dépenses afférentes au projet et précisant la date, le fournisseur, l'objet et le montant de la dépense.
- ☐ Pièce n°8 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Service de la Cohésion Sociale

Hôtel de Ville - 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire 3MTKD s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelle que manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;

☐ à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service cohésion sociale

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9: Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,
Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,

Michaël DELAFOSSE

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »